

# ROSA Newsletter



RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Numéro 34 | Janvier 2012

**AU SOMMAIRE :** Retours sur le Sommet de Durban sur le changement climatique : L'agriculture dans les négociations internationales > Eau et sécurité alimentaire au 6e Forum Mondial de l'Eau > Agenda > Actualités du réseau

## ZOOM



## Retours sur le Sommet de Durban sur le changement climatique : L'agriculture dans les négociations internationales

Depuis 1992, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est le cadre institutionnel dans lequel les pays signataires se sont engagés à lutter contre le changement climatique et négocient les modalités d'action pour y parvenir<sup>1</sup>. Le Protocole de Kyoto, lié à cette Convention, est le seul instrument international juridiquement contraignant qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés, selon des objectifs chiffrés<sup>2</sup>. Lors de la 13<sup>e</sup> Conférence des Parties à la CCNUCC en décembre 2007, les pays signataires à la Convention Cadre ont relancé les négociations sur un nouveau régime climatique multilatéral. Le sommet de Copenhague (2009) devait marquer la fin de ce processus, mais il a partiellement échoué, prolongeant ces négociations jusqu'à Cancun (2010), puis à Durban (2011). Sur la table de négociations à Durban, trois enjeux majeurs : l'avenir du Protocole de Kyoto, dont la première période de mise en œuvre (ou d'« engagement ») expire fin 2012, les modalités permettant d'aboutir à la signature d'un accord mondial dans le cadre de la Convention réunissant *tous* les pays émetteurs<sup>3</sup> et le statut juridique du futur accord. Il était aussi question d'avancer sur l'opérationnalisation des décisions prises lors de la Conférence de Cancun et de négocier sur d'autres questions importantes, mais restées en suspens en 2010, dont le sujet des financements.

Les négociations de la 17<sup>e</sup> Conférence des Parties à Durban ont débouché sur un « paquet » d'accords à minima, après 36 heures de prolongation. Constitués d'un ensemble de décisions, les Accords de Durban posent les bases du processus de négociation sur le changement climatique dans les années à venir. Il décide de : i) la poursuite du Protocole de Kyoto pour une seconde période d'engagement, ii) l'adoption d'un mandat pour parvenir à un nouvel accord mondial sur le climat, iii) l'opérationnalisation des accords de Cancun, avec des avancées notamment sur l'adaptation et le Fonds Vert pour le Climat. Le « Paquet de Durban » permet de préserver la légitimité du cadre de négociations multilatéral mais les décisions

Le ROSA est  
une initiative de la :



COMMISSION  
EUROPÉENNE

<sup>1</sup> Cette Convention a posé les bases d'un régime multilatéral, mais ne contient aucun objectif chiffré.

<sup>2</sup> Entré en vigueur en 2005, le Protocole de Kyoto engage les pays l'ayant ratifié (38) à respecter des objectifs déclinés au niveau national, en vue de limiter ou de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Il n'a pas été ratifié par les Etats-Unis.

<sup>3</sup> Etats-Unis et pays émergents inclus.

prises semblent insuffisantes pour lutter efficacement contre les changements climatiques. Cet article revient sur les principales décisions du Sommet de Durban et présente l'état d'avancement des discussions sur l'agriculture dans les négociations internationales sur le changement climatique.

## Le « Paquet » de Durban : Un accord peu ambitieux au regard des enjeux

Malgré des avancées importantes, le niveau d'ambition des Accords de Durban (cf. *Encadré n° 1*) reste faible. Même si les pays respectent les décisions prises à Durban, il est probable que cela ne permette pas de limiter le réchauffement de la température terrestre à moins de 2°C. Au regard des émissions record de gaz à effet de serre et des dernières estimations sur l'évolution du climat<sup>4</sup>, le réchauffement pourrait attendre jusqu'à +4°C. Néanmoins, ce fossé entre le niveau d'engagement actuel et les efforts nécessaires pour limiter l'augmentation de la température a été formellement reconnu par l'ensemble des pays dans le cadre des Accords de Durban.

Au cœur des Accords de Durban se trouve un compromis entre l'Union européenne et les pays émergents fortement émetteurs, notamment l'Inde et la Chine. L'Union européenne a accepté de poursuivre son engagement dans le cadre du Protocole de Kyoto, malgré l'absence des principaux pays émetteurs à ses côtés<sup>5</sup>. En retour, les pays se sont accordés pour négocier un nouvel accord climatique d'ici 2015 et de le rendre opérationnel d'ici 2020. Ce nouveau régime verra un partage équitable des efforts de réduction d'émissions entre tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Cependant, la nature juridique de cet accord reste à définir : les Accords de Durban que le futur accord prendra la forme d'un « *protocole, un autre instrument juridique ou un résultat ayant une portée juridique* ».

<sup>4</sup> Voir par exemple : UNEP, *Bridging the Emission Gap Report*, 2011 ; IEA, *World Energy Outlook*, 2011.

<sup>5</sup> L'Union Européenne est favorable à mettre en place un cadre ambitieux, complet et juridiquement contraignant en faveur du climat, qui engage tous les principaux pays émetteurs. Ce cadre doit être fondé sur les règles claires et préserver les éléments essentiels du protocole de Kyoto.

### ENCADRÉ 1. Quatre décisions principales à Durban

- **La création de la Plateforme de Durban « pour une action renforcée »** : Ce nouveau groupe de travail devra négocier d'ici 2015 un nouvel accord mondial sur le climat, incluant tous les pays émetteurs (Chine, Inde et Etats-Unis compris), pour une entrée en vigueur d'ici 2020. Cet accord prendra la forme d'« *un protocole, un autre instrument juridique ou un résultat ayant une portée juridique* ». C'est une décision importante car, pour la première fois, les pays en développement émetteurs acceptent officiellement l'idée d'être soumis à des objectifs de réduction de leurs émissions. C'est aussi le retour, dans les négociations, d'une approche « top-down », selon laquelle on définit des objectifs internationaux ensuite déclinés au niveau national. *Lire la décision en anglais >>>*

- **La poursuite du Protocole de Kyoto** : Une partie des pays membres du Protocole de Kyoto ont accepté de s'engager pour deuxième période, à partir de 2013. Les pays doivent encore décider de la durée de cette période d'engagement (jusqu'en 2017 ou 2020), l'Union européenne étant favorable à une durée de huit ans. Cette avancée, loin d'être acquise avant la conférence, est à relativiser. Le Protocole ne réunit plus qu'une poignée de pays, représentant moins de 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Une partie des pays soumis à des obligations ont refusé de se réengager (Canada, Russie, Japon notamment). *Lire la décision en anglais >>>*

- **La décision issue du Groupe de travail sur « l'Action concertée à long terme » (ACL) dans le cadre de la Convention** : Ce groupe de travail a été instauré par le Plan d'action de Bali en 2007. Il devait aboutir en 2009 à l'adoption d'un nouvel accord mondial sur le climat, mais son mandat a été prolongé. La décision de l'ACL à Durban entame la mise en œuvre d'une partie des Accords de Cancun (2010). Elle permet aussi à l'agriculture de faire son entrée officielle dans le cadre de la Convention Climat. Elle marque enfin des avancées sur l'adaptation et le mécanisme pour la technologie. *Lire la décision en anglais >>>*

- **L'opérationnalisation du Fonds vert pour le climat** : Le « Fonds vert », instauré par les Accords de Cancun, devait être opérationnalisé à Durban. Les Accords de Durban décident d'une partie de la gouvernance du Fonds et lance son travail opérationnel. Toutefois, ils ne précisent pas les sources de financements qui l'alimenteront à moyen et long terme, afin d'éviter de faire de ce Fonds une coquille vide. *Lire la décision en anglais >>>*

## ENCADRÉ 2. Le Cadre pour l'adaptation et les Plans nationaux d'adaptation

**Le Cadre pour l'adaptation**, décidé en 2010, vise à accroître la résilience et à renforcer les capacités d'adaptation des pays et des populations face aux impacts du changement climatique. Le Comité pour l'adaptation s'insère dans ce cadre, en tant qu'organe de référence de la Convention climat pour coordonner l'action des pays et des régions en matière d'adaptation. Il opérera au travers d'ateliers, de groupes d'experts, de la réalisation et diffusion de rapports d'information et de capitalisation, d'une coordination et d'échanges avec les organes pertinents à l'intérieur et à l'extérieur de la Convention Climat. Il se réunira deux fois par an. Les observateurs accrédités pourront assister à ses réunions.

**Les PNA** sont des mesures volontaires que les pays en développement pourront mettre en place, à condition de recevoir un soutien financier et technique adéquat des pays développés. Ces plans visent à lutter contre la vulnérabilité des pays en développement face au changement climatique, et à favoriser l'intégration des enjeux d'adaptation dans les politiques publiques et la planification du développement.

## Des avancées sur la question de l'adaptation au changement climatique

Les Accords de Cancun, avec la création du Cadre pour l'adaptation (*cf. Encadré n° 2*), ont marqué une étape importante dans la reconnaissance de l'importance de l'adaptation au changement climatique. La Conférence de Durban s'est conclue sur des décisions techniques permettant d'avancer dans la mise en œuvre des Accords de Cancun et de renforcer ces derniers.

Sur le plan institutionnel, les pays ont validé la composition du Comité pour l'adaptation, organe central du Cadre pour l'adaptation, en respectant l'équilibre géographique entre Parties. Afin de promouvoir une implication de toutes les parties prenantes, ce Comité est ouvert aux observateurs (ONG, gouvernements locaux, chercheurs). Les modalités précises de cette ouverture doivent toutefois être décidées au cours des prochaines années.

Sur le plan opérationnel, Durban marque des avancées concernant les Plans nationaux d'adaptation (PNA – *cf. Encadré n° 2*). Des lignes directrices ont été définies pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des PNA dans les pays en développement, à travers leur intégration aux processus de planification du développement. Il est prévu qu'un appui soit apporté par la Convention aux pays moins avancés pour faciliter ce processus. La question du financement de ces plans reste néanmoins à clarifier.

## Un petit pas en avant pour l'agriculture

L'agriculture est l'un des secteurs les plus vulnérables face au changement climatique. C'est également un secteur fortement émetteur, qui contribue à hauteur de 14% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (sans prendre en compte le changement d'affectation des sols). Malgré son importance à la fois pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des émissions, le secteur agricole a été exclu pendant longtemps des décisions adoptées sous la Convention Climat. Néanmoins, un texte sur la prise en compte de l'agriculture était en négociation depuis la Conférence de Copenhague en 2009, resté quasiment inchangé entre 2009 et 2011<sup>6</sup>.

L'agriculture était un sujet important à Durban. Plusieurs pays, dont l'Afrique du Sud, se sont mobilisés au cours de l'année 2011 pour qu'une décision sur l'agriculture soit adoptée à Durban. Finalement, un texte de compromis, très court, a été adopté dans les dernières heures. C'est la première apparition officielle de l'agriculture dans une décision prise sous la Convention Climat. Le texte reconnaît l'importance de traiter des questions agricoles dans le cadre des négociations climatiques<sup>7</sup>, cependant il reporte à fin 2012 une décision sur les modalités de ces discussions. Alors que le lancement d'un Programme de travail sur l'agriculture de l'Organe scientifique et technique de la Convention avait été longuement débattu, les pays n'ont atteint aucun consensus sur ce point. Le texte précise uniquement que l'Organe devra « prendre en considération » l'agriculture, dans le but de « partager les points de vue »<sup>8</sup> et, finalement, de permettre aux pays de s'accorder sur une décision. Mais la façon dont l'agriculture sera « prise en considération » est encore à clarifier.

<sup>6</sup> Le Plan d'action de Bali, qui organise les négociations climatiques depuis 2007, a placé les discussions sur l'agriculture dans le volet « Approches sectorielles concertées » de réduction des émissions du Groupe de travail sur l'Action concertée à long terme sous la Convention. Dès 2009, ce cadre de discussion a été jugé comme peu satisfaisant du fait de l'accent mis sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, des références à l'adaptation, à la sécurité alimentaire et aux petits producteurs ont été intégrées en préambule du chapitre. Toutefois, aucun accord sur le texte n'a pu être atteint en 2009 et 2010 car d'autres sujets ont bloqué les négociations agricoles. En particulier, le lien avec le commerce international, lui aussi introduit en 2009 en préambule, a été un point d'achoppement. Des pays comme le Brésil craignent que de futures mesures de lutte contre le changement climatique dans le secteur agricole deviennent une entrave au libre échange de produits agricoles.

<sup>7</sup> La partie du préambule qui concernait les garde-fous et le lien avec la sécurité alimentaire ne figure pas dans cette décision.

<sup>8</sup> Les pays et les observateurs sont invités à faire des soumissions sur les modalités de discussions de l'agriculture au sein de la CCNUCC d'ici le 5 mars 2012.

Le faible contenu des Accords de Durban contraste avec la richesse des débats sur l'agriculture pendant les deux semaines de négociations et lors des événements parallèles. De nombreux observateurs (ONG, organisations internationales, agences de coopération) ont organisé des ateliers et conférences sur le sujet, avec notamment une journée dédiée au développement rural et agricole en marge des discussions officielles.

La faiblesse des Accords de Durban sur l'agriculture s'explique par des désaccords, plus ou moins explicites, sur plusieurs points : i) le niveau d'importance accordé à l'adaptation dans le secteur agricole par rapport à la réduction des émissions, ii) les impacts de mesures de lutte contre le changement climatique dans le secteur agricole sur le commerce international de produits agricoles, iii) le rôle du marché carbone pour réduire les émissions du secteur agricole<sup>9</sup>, iv) le niveau de prise en compte des petits producteurs du Sud, pour lesquels l'adaptation, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont des priorités<sup>10</sup>. Les pays africains ont d'ailleurs demandé à ce que les approches sectorielles, et notamment agricoles, de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne concernent que les pays historiquement émetteurs. Contrairement à ce qui était proposé par certains pays à Durban, ils estiment que l'adaptation en agriculture devrait être traitée en dehors d'un éventuel programme de travail sur ces approches sectorielles d'atténuation.

### **ENCADRÉ 3. Agriculture « intelligente face au climat » : historique, exemples et défis de mise en œuvre**

L'agriculture « intelligente face au climat » est un concept promu depuis 2010, et surtout en 2011, par plusieurs organisations internationales (FAO et Banque mondiale), à la suite d'un rapport publié par la FAO<sup>11</sup>. A travers ce terme, les différents partenaires entendent promouvoir une transformation de l'agriculture en faveur de la lutte contre le changement climatique. A Durban, les discussions autour de l'agriculture « intelligente face au climat » étaient très présentes, notamment dans les tables rondes et ateliers en marge des négociations.

Cependant, ce terme peut paraître peu explicite, ou peu innovant. Il s'agirait de « promouvoir une agriculture qui répond au triple défi de l'atténuation, de l'adaptation et de la sécurité alimentaire » (FAO, Banque mondiale), une définition qui est en réalité un objectif. Les exemples de ce type d'agriculture comprendraient aussi bien des pratiques d'agroforesterie que l'utilisation de semences résilientes et améliorées, permettant de diminuer le labour du sol. Elle reposerait avant tout sur des pratiques et des techniques éprouvées, qui pourraient être améliorées grâce à de meilleures prévisions météorologiques et des informations scientifiques plus précises sur les impacts du changement climatique au niveau local. Certaines organisations prônent également l'utilisation de systèmes d'assurance pour couvrir les risques climatiques.

Ce concept reste assez flou, pouvant englober plusieurs approches, pas toujours convergentes. Ces questionnements sont à prendre en compte, alors que les projets d'agriculture « intelligente face au climat » apparaissent dans les pays en développement. Un cadre international, permettant de coordonner et de réguler ces activités au niveau national et local, devrait être défini. Il permettrait de préciser les catégories d'activités regroupées sous le terme « agriculture intelligente face au climat », de poser des garde-fous et de promouvoir une utilisation intégrée, efficace et équitable des financements internationaux pour le climat dans le secteur agricole.

<sup>9</sup> Certains pays encouragent le développement, au niveau international, d'un mécanisme sectoriel d'échange de permis d'émissions. Ce mécanisme leur permettrait de compenser leurs émissions agricoles (parfois très importantes, comme en Nouvelle-Zélande) en payant pour des réductions d'émissions réalisées dans les pays en développement. Il pourrait notamment utiliser et valoriser des technologies controversées de séquestration du CO<sub>2</sub> dans les sols.

<sup>10</sup> Certains pays et observateurs craignent en effet que les positions des pays développés sur l'agriculture ne soient pas favorables aux agricultures familiales, soit parce qu'elles ne les prennent pas suffisamment en compte, soit parce que leur souhait d'intégrer, à terme, l'agriculture au marché du carbone fait peser, selon eux, des risques sur ce type d'agricultures.

<sup>11</sup> FAO, *Climate-Smart Agriculture: Policies, Practices and Financing for Food Security, Adaptation, and Mitigation*, 2010.



### **Des avancées sur le terrain malgré l'absence de consensus politique au niveau international**

Alors que les pays ont des difficultés à s'accorder au niveau international sur les modalités d'intégration du secteur agricole à la lutte contre le changement climatique, de nombreuses initiatives, développées à tous les niveaux et à l'extérieur du cadre multilatéral, se multiplient. Plusieurs organisations internationales, agences de coopération et institutions de recherche ont lancé des programmes spécifiques sur « **l'agriculture intelligente face au climat** » (cf. Encadré n° 3). Ce concept, apparu dès 2010, était présent dans de nombreuses discussions en marge des négociations de Durban. Des projets pilotes sont en cours de mise en œuvre ou viennent d'être engagés. Des méthodologies sont également en cours d'élaboration pour la comptabilisation du CO<sub>2</sub> séquestré dans les sols afin de valoriser ce type de techniques via le marché carbone volontaire. Bien que les projets de recherche-action et les activités pilotes puissent fournir des enseignements utiles et nourrir l'élaboration des politiques publiques, il faudrait être vigilant sur certains risques et dérives possibles, si le décalage actuel entre discussions politiques et actions de terrain venait à s'accroître davantage.

### **Les défis et les enjeux de l'après-Durban**

La Conférence de Durban a débouché sur des décisions qui réaffirment l'importance du cadre multilatéral des négociations. Toutefois, le bilan reste mitigé, tant du point de vue de l'ambition générale que des sujets plus techniques et/ou sectoriels, comme l'agriculture.

Concernant l'ambition générale, les pays ne cessent de reporter à plus tard (2020) ce qu'ils auraient dû entreprendre dès 2009. Le retour de l'approche « top-down » permet certes de préserver le cadre multilatéral et la possibilité d'un nouvel accord mondial juridiquement contraignant. Cependant, rien ne garantit que le nouveau Groupe de travail créé à Durban pour négocier cet accord d'ici 2015 parviendra à atteindre son objectif.

Par ailleurs, si l'intégration de l'agriculture dans une décision officielle est une avancée majeure, beaucoup reste à faire. La façon dont est abordée l'agriculture dans les négociations climatiques (dans le chapitre sur les approches sectorielles de réduction d'émissions), ne permet pas de traiter de l'agriculture de manière holistique. Les discussions agricoles au sein de la Convention climat devraient promouvoir une vision globale de la lutte contre le changement climatique dans ce secteur. Cela pourrait être l'approche adoptée par l'Organe technique et scientifique, dont le mandat sur l'agriculture devra être précisé à la prochaine Conférence des Parties, qui aura lieu à Doha (Qatar). Si la Convention Climat doit jouer un rôle central sur les liens entre agriculture et changement climatique, il est cependant indispensable qu'elle entretienne un dialogue avec les organes spécialisés dans la gouvernance mondiale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (FAO, Comité de la sécurité alimentaire mondiale) afin d'adopter une approche plus globale des liens entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique.

#### **POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITÉ**



### **Eau et sécurité alimentaire au 6e Forum Mondial de l'Eau**

Le 6e Forum Mondial de l'Eau, qui se tiendra à Marseille en mars 2012, sera « le forum des solutions ». Il a en effet pour objectif d'identifier des solutions et de les mettre en œuvre en associant une large palette de parties prenantes. Le Forum examinera douze priorités d'action et, pour chacune d'elles, un groupe de travail a été constitué. Ces groupes ont passé en revue les aspects importants de ces priorités d'action et formulé des propositions en vue de solutions opérationnelles. La FAO et la Commission internationale des irrigations et du drainage (International Commission on Irrigation and Drainage - ICID) coordonnent la préparation du thème « Contribuer à la sécurité alimentaire par un usage optimal de l'eau ».

Dans cette interview, Bart Schultz de l'ICID nous présente le processus préparatoire et les propositions clés qui seront soumises lors du Forum. Il souligne la responsabilité première de passer à l'action repose sur pouvoirs publics au niveau national et régional.

### **1. Comment les questions sur l'eau et la sécurité alimentaire seront-elles abordées lors du Forum Mondial de l'Eau ?**

On estime que d'ici 2050, la population mondiale aura augmenté d'environ 35 % et cet accroissement démographique se produira quasi exclusivement en zones urbaines. L'urbanisation s'accompagnera de modifications des styles de vie et des modes de consommation. Cette croissance démographique associée à l'amélioration des niveaux de vie (particulièrement dans les pays émergents) nécessiteront une augmentation substantielle de la production alimentaire afin de garantir une sécurité alimentaire durable. Plusieurs organisations estiment en effet que la production alimentaire va devoir être multipliée par deux au cours des 25-30 prochaines années. Une augmentation de cette ampleur paraît possible à condition que des améliorations significatives interviennent tout au long de la chaîne qui mène de l'offre à la demande, c'est-à-dire du producteur au consommateur. La priorité d'action « Contribuer à la sécurité alimentaire par un usage optimal de l'eau » (priorité d'action 2.2) a identifié neuf objectifs-cibles qui traitent des questions clés. Il faut notamment améliorer les surfaces cultivées et en particulier celles qui sont dépourvues de système de gestion de l'eau. Mais la véritable avancée doit venir de l'amélioration et du déploiement de la gestion de l'eau agricole dans les zones de production les plus vulnérables aux variations climatiques. Autre défi clé : définir comment garantir à tous la disponibilité et l'accès à des aliments à des prix abordables. Une attention toute particulière doit également être portée à la gouvernance des aquifères et à l'utilisation des eaux non conventionnelles. Il faut traiter le problème des pertes après récolte afin de réduire le gaspillage superflu, ainsi que celui de la durabilité des régimes alimentaires et de la prévention de la malnutrition chez les enfants. Enfin, des efforts particuliers doivent être fournis en direction des petits agriculteurs afin d'éviter la détérioration de leurs conditions de vie, de garantir leurs droits d'usage de l'eau et de faire croître leur production de biens et de services ainsi que leurs revenus.

### **2. Comment les différentes parties prenantes ont-elles été impliquées dans le processus préparatoire au Forum Mondial de l'Eau ?**

Le processus préparatoire se veut aussi inclusif que possible. La FAO et le CIID ont organisé une série de sessions interactives destinées à mieux faire comprendre les défis actuels et les options à venir ; des sessions introductives puis spécifiques ont été mises en place afin de passer des objectifs-cibles à l'action grâce aux solutions proposées. Ces deux organisations ont également lancé une vaste consultation en ligne afin d'écouter la « voix » des parties prenantes. Les enquêtes étaient conçues de façon à recueillir les commentaires sur des questions-cibles identifiées. Nous souhaitons impliquer les acteurs clés à la fois avant et lors du Forum pour être sûrs que les personnes intéressées aient la possibilité d'influer sur les plans d'action et les recommandations en matière d'eau et de sécurité alimentaire. Chaque groupe a en outre facilité les activités de consultation et d'information au sein de ses propres organisations. L'ICID est par exemple le coordinateur de deux groupes (III et V). Nous avons envoyé des projets de rapport à tous nos pays membres et à notre réseau afin de recueillir réactions et commentaires notamment sur les solutions proposées.

### **3. Quelles sont les principales propositions qui seront traitées et comment le débat se poursuivra-t-il après le 6e Forum Mondial de l'Eau ?**

Lors du processus préparatoire du Forum, une série d'actions ont été clairement formulées par les groupes de travail et les principales étapes de leur mise en œuvre ont été définies. Les solutions potentielles seront présentées au cours de douze sessions lors du 6e Forum Mondial de l'Eau, qui comprendra en outre une session d'ouverture, un atelier regroupant toutes les parties prenantes et une session de

synthèse. La dernière session formulera des recommandations et des engagements s'appuyant avant tout sur les plans d'action présentés. Ces derniers permettront de s'assurer que les actions identifiées sont effectivement entreprises. Mais le véritable défi consistera à traduire les engagements et les accords par une mise en œuvre efficace au niveau national. Tout programme destiné à relever les défis de la sécurité alimentaire doit être articulé, conçu et conduit au niveau national et résulter d'une consultation avec tous les acteurs clés. Il est donc indispensable que les États développent des politiques, des stratégies et des programmes clairs et consacrent des ressources aux secteurs prioritaires afin d'atteindre les objectifs en matière

## AGENDA



### Événements à venir

**16 février** : La politique agricole commune de l'UE – InfoPoint Bruxelles (Belgique)

**22 février** : Briefings de Bruxelles sur le développement : Le pastoralisme >>>

**28 février** : Europe, Afrique et sécurité alimentaire. Dialogue entre les autorités européennes, les États membres et la société civile – Bruxelles

**12-17 mars** : 6e Forum mondial de l'eau - Marseille (France) >>>

**Juin** : Sommet du G20 - Los Cabos (Mexique) >>>

**20-22 juin** : Sommet Rio+20 - Rio de Janeiro (Brésil) >>>

**Octobre** : 38e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) - Rome (Italie)

Pour plus d'information : [Événements à venir](#)

### Événements passés

**Colloque scientifique international sur l'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (17-19 janvier 2012, Rome)** : Dix ans après le premier Colloque scientifique international, la FAO a organisé le second Colloque en janvier 2012 avec l'objectif de i) passer en revue les progrès les plus récents en matière d'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ii) analyser les outils et les pratiques visant à faire le lien entre l'information et la prise de décision et iii) déterminer les besoins futurs en matière de recherche et d'analyse. >>>

**Quelles sont les raisons du succès des politiques efficaces en matière de nutrition ? (19-20 janvier 2012)** : L'IDS et le DFID ont organisé une table ronde visant à favoriser le partage d'expériences, notamment sur le renforcement de l'engagement politique en faveur des politiques nutritionnelles au niveau national. Parmi les participants figuraient des représentants de huit pays, d'agences de coopération et du milieu de la recherche. Plusieurs messages clés ont été identifiés en ce qui concerne la mise en œuvre de politiques nutritionnelles : i) les gouvernements nationaux jouent un rôle important pour placer la nutrition en haut de l'agenda politique et coordonner l'action entre les ministères et au niveau des administrations locales; ii) les mécanismes de financement gérés par les gouvernements nationaux permettent d'assurer la mise en œuvre des politiques de nutrition à long terme et iii) l'élaboration, l'analyse et la diffusion des informations sur la nutrition est indispensable pour appuyer les actions de plaidoyer et renforcer l'engagement politique autour des objectifs clairs. Les discussions et débats sont résumés dans un document de synthèse. Les prochaines étapes seront la publication d'une note de politique et des études de cas. >>>

**Lutter contre la malnutrition par des interventions durables : Les relations EU - ASEAN comme moteur (8 novembre 2011, Bruxelles)** : Organisée par la Fondation PA International (*Public Advice International Foundation*) en partenariat avec la revue « *The Parliament Magazine* », cette conférence a réuni 200 participants issus des organisations internationales et européennes. Elle a compté avec la participation de représentants des États membres, de la Commission Européenne (DG DEVCO et ECHO), du Service européen d'action extérieure (SEAE), du Parlement Européen, de l'ASEAN, de l'UNICEF, du PAM, de l'initiative GAIN, du milieu des ONG, des universités et du secteur privé. Trois questions clés ont été abordées : i) la priorité accordée à la nutrition dans les politiques européennes (au niveau national et européen) et les ressources consacrées à la lutte contre la malnutrition, ii) l'importance d'assurer la durabilité des programmes à long terme et iii) le rôle des partenariats public-privé (PPP). Il a été souligné que l'UE doit assumer un rôle de leadership dans la lutte contre la malnutrition. Les signataires de « l'Appel pour une politique de l'UE en matière de nutrition » et la coopération française ont plaidé pour que l'UE adopte un document stratégique (communication) spécifique à la lutte contre la malnutrition. >>>

## Nouvelles de la Commission

---

**L'initiative de l'UE pour les OMD en faveur de la santé maternelle, de la lutte contre la mortalité infantile et l'insécurité alimentaire et de l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement** : Annoncée en septembre 2010 lors du Sommet des Nations Unies à New York, l'initiative OMD de l'UE mobilise des fonds supplémentaires pour appuyer la réalisation des OMD dans les pays ACP. Elle prévoit une enveloppe totale de 1 milliard d'euros (fonds non alloués du 10ème FED). Cette initiative s'articule autour de deux composantes, une fondée sur les besoins, en ciblant les OMD les moins avancés<sup>12</sup>, et une basée sur la performance, en se concentrant sur les pays ayant démontré leur efficacité en matière de gestion de l'aide. Adoptée en décembre 2011, la première composante (700 millions d'euros) se focalise sur les OMD visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et assurer un meilleur accès à l'eau potable et aux installations sanitaires. La mise en œuvre des projets est prévue d'ici la fin 2012. La CE et les délégations de l'UE travaillent actuellement sur la préparation et la définition des projets et des propositions de financement pour toutes les actions à soutenir. Cela se fait en coordination avec les représentations des États membres de l'UE ainsi que les autorités nationales dans les pays partenaires. La seconde composante basée sur la performance, est actuellement en cours d'attribution. Elle fournira 300 millions d'euros à destination des 18 pays les plus performants, sur la base des résultats de l'examen à mi-parcours du 10ème FED.

**Révision de la politique de développement de l'UE** : Dans le cadre de la révision de ses priorités en matière d'aide, l'Union Européenne a lancé une consultation, à l'automne 2010, sur l'avenir de la politique de développement et sur l'instrument d'appui budgétaire. Ce processus a confirmé la pertinence du cadre stratégique existant, tout en reconnaissant la nécessité d'améliorer l'impact de l'aide. A ce titre, la Commission a publié en octobre 2011 deux documents visant à accroître l'impact de la politique de développement de l'UE. La première communication « Un programme pour le changement » propose d'axer la politique européenne sur des secteurs clés ainsi que sur un nombre plus restreint de pays. La deuxième communication « La future approche de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers » est consacrée à la réforme de l'utilisation de cet instrument, notamment en développant une approche contractuelle de l'appui budgétaire. Les principes directeurs figurant dans les douze points du « programme pour le changement » seront progressivement pris en compte dans le reste du cycle de programmation en cours et dans la programmation future de l'UE. Au printemps 2012, la Commission invitera les ministres des affaires étrangères de l'UE à approuver cette nouvelle approche en matière de coopération et la réforme de l'appui budgétaire.

Communication « Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE: un programme pour le changement » - COM(2011) 637 final >>>

Communication « La future approche de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers » - COM(2011) 638 final >>>

<sup>12</sup>Pour la liste complète des pays et OMD visés, voir [MEMO/11/930](#)

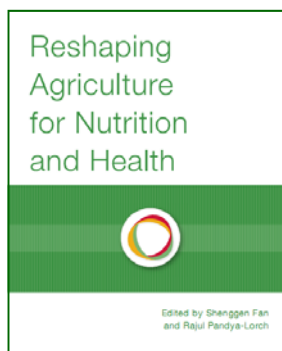




## Nouvelles ressources en ligne

### Nutrition

- **Redynamiser l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé – Shenggen Fan et Rajul Pandya-Lorch, IFPRI – 2012**



Ce livre est une compilation de documents de travail commandités par l'IFPRI pour la Conférence internationale « S'appuyer sur l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé », qui s'est tenue à New Delhi en février 2011. Des experts, des praticiens et des décideurs politiques explorent les liens entre l'agriculture, la nutrition et la santé. Dans quelle mesure l'agriculture peut-elle contribuer à améliorer la sécurité alimentaire à travers des actions et des interventions ciblées en matière de santé et de nutrition ? Quels changements sont-ils nécessaires pour optimiser l'impact des interventions agricoles sur la santé et la nutrition des populations ? Dans quelle mesure la nutrition et la santé peuvent-elles contribuer à un système agricole productif et durable ? Ces questions sont abordées dans le livre pour stimuler la mise en place des actions qui s'appuient sur l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé. Document disponible en anglais >>>

- **L'importance du plaidoyer. Aider les enfants à changer leur monde. Guide pratique pour le plaidoyer, Save the Children - Novembre 2011**

Ce guide pratique comporte deux manuels complémentaires : le Guide du facilitateur, et le guide du participant. Le Guide du facilitateur est destiné aux individus qui préparent ou animent un atelier de formation au plaidoyer, y compris ceux qui ont peu d'expérience en tant que formateur ou chargé de plaidoyer. Il contient des informations sur comment élaborer, planifier et mettre en œuvre un atelier, ainsi que des plans de sessions individuelles. Le Guide du participant propose des informations de fond sur chaque sujet, des études de cas ainsi que des références bibliographiques. C'est un guide utile, à la fois pour les animateurs et les participants. >>>

### Transferts sociaux

- **Bons alimentaires à l'échelle mondiale : une idée à prendre en compte ? Faire face au problème de la faim à travers l'utilisation de coupons, ICTSD – Août 2011**



Le document examine les justifications pour faire face aux problèmes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire à travers les « bons alimentaires » ou « vouchers », distribués aux consommateurs pauvres. L'auteur estime que cela pourrait représenter un outil permettant de renforcer l'accès à la nourriture et propose un cadre international pour l'action. L'auteur se penche sur des exemples de programmes de coupons alimentaires aux Etats-Unis, le Sri Lanka, en Jamaïque et au Mexique. Le rapport fournit un ensemble de conclusions et recommandations >>>

### Sécurité alimentaire et changement climatique

- **Sécurité des moyens d'existence : changement climatique, migrations et conflits au Sahel, PNUE, OIM, OCHA, UNU, CILSS – 2011**

Ce rapport du PNUE présente les résultats d'une analyse de l'évolution du climat dans 17 pays africains (les 9 pays du CILSS et 8 pays de la CEDEAO). L'objectif est notamment d'étudier la relation entre les changements climatiques, les migrations et les conflits. >>>

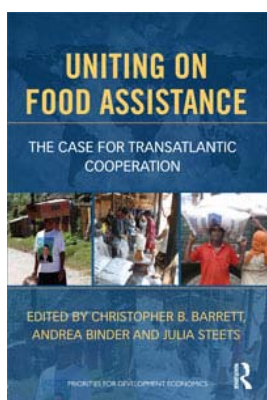


● **Atteindre la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique, Commission sur l'agriculture durable et le changement climatique – Novembre 2011**

Ce rapport est un résumé à l'attention des décideurs des conclusions du travail de la Commission sur l'agriculture durable et le changement climatique, un groupe de travail réunissant une douzaine de chercheurs internationaux, créé à l'initiative du Groupe consultatif sur la recherche internationale en agriculture (CGIAR). Ses conclusions concernent, entre autres, l'intégration de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable dans les politiques nationales et internationales ; l'augmentation de l'investissement en agriculture ; l'intensification durable de la production agricole tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et autres impacts environnementaux ; la réduction des pertes et gaspillages à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement. >>>

## Gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire

● **S'unir en matière d'aide alimentaire : Pour une coopération transatlantique, Global Public Policy Institute et Cornell University – 2012**



Ce livre sur l'aide alimentaire humanitaire est le résultat d'un projet de recherche de 14 mois, financé par la Commission européenne. Ce projet de recherche a examiné comment la communauté internationale réagit à des crises alimentaires, comment les deux plus grands donateurs d'aide alimentaire internationale - les Etats-Unis et la Commission européenne - fournissent leur aide alimentaire et comment une coopération accrue entre les donateurs transatlantiques peut améliorer l'efficacité de leur aide. Le livre qui en résulte comprend une analyse approfondie sur la gouvernance mondiale de l'aide alimentaire, fournit une cartographie d'institutions clés parmi les organisations européennes et américaines engagées dans l'aide alimentaire. Destiné aux décideurs, aux praticiens et aux chercheurs, le livre est une ressource pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de l'aide alimentaire et les défis clés auxquels font face les donateurs et les agences d'aide. >>>

## Formation

● **Cours à distance gratuit sur les filets sociaux de sécurité, FAO et Banque mondiale – Décembre 2011**

Le cours s'adresse aux décideurs, qui ne sont pas nécessairement des experts techniques, chargés de déterminer quelles sont les meilleures options d'application de filets sociaux de sécurité dans leur contexte spécifique. Le cours met en avant les principaux éléments à prendre en compte pour adopter des décisions judicieuses. Il sera également utile à quiconque souhaite avoir une bonne vue d'ensemble des Filets sociaux de sécurité. Des exemples de bonnes pratiques sont exposés dans les études de cas. >>>

## Liens externes

● **Liens entre l'agriculture, les systèmes alimentaires et la nutrition : Quel est votre point de vue ?, FAO – Février 2012**

Le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition a lancé une discussion en ligne afin d'examiner les différentes manières de mobiliser l'agriculture et les systèmes alimentaires afin d'améliorer la nutrition de manière plus durable et équitable. Ce thème a été placé en haut de l'agenda politique dans le cadre des initiatives telles que le Mouvement de renforcement de la nutrition (SUN), le Renforcement des efforts contre la faim des enfants (REACH), le Comité permanent de la nutrition des Nations unies et le Cadre global d'action actualisé de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Participez au [FSN Forum](#) pour partager vos points de vue et vos expériences sur des projets et programmes ayant contribué à améliorer la nutrition.

- **Newsletter de Capacity4dev.eu, Février 2012**

Ce numéro de la newsletter mensuelle de Capacity4dev.eu propose plusieurs articles sur le travail des collègues dans les délégations de l'UE (Zambie et Afghanistan) et d'EuropeAid (ateliers sur la société civile et la gouvernance ainsi que deux documents de la CE : un rapport sur le genre et une communication sur le commerce et le développement). Vous trouverez également un article sur le rôle des partenariats public-privé dans la lutte contre la malnutrition.

<http://capacity4dev.ec.europa.eu>

- **Les organisations de producteurs face aux pressions foncières en Afrique de l'Ouest, Bulletin de synthèse de la Sécurité alimentaire n° 4, Inter-réseaux développement rural – Janvier 2012**

Ce bulletin s'intéresse au foncier, et en particulier au phénomène qualifié, selon les cas : d'« accaparement de terres », « acquisitions ou appropriations à grande échelle », « privatisation et concentration foncière », « investissements fonciers ». Alors que de plus en plus d'acteurs s'accordent sur la nécessité de réguler davantage ces dynamiques, dont les impacts sociaux, économiques et environnementaux sont encore mal appréciés, ce bulletin revient sur les causes de ce phénomène, sur le rôle du gouvernement, les réformes nécessaires, ou encore la mobilisation de la société civile. Des encadrés donnent des exemples concrets dans des pays en développement. <http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/BDS4-Foncier.pdf>

- **Approches innovantes de la sécurité alimentaire et du genre. Changer les attitudes, changer les comportements -Collection "Points de vue sur la sécurité alimentaire", IDS - Janvier 2012**

Ce numéro de la revue "Insights" (Points de vue) montre comment les politiques et pratiques de développement peuvent améliorer la sécurité alimentaire tout en soutenant l'*empowerment* des femmes. Cela nécessite de renforcer le rôle essentiel des femmes comme productrices d'aliments, consommatrices et aides familiales, tout en transformant les inégalités au sein des ménages et des communautés. Numéro en anglais <http://www.ids.ac.uk/idspublication/innovative-approaches-to-gender-and-food-security-insights>

- **Le temps d'agir, supplément spécial de Parliament Magazine sur la lutte contre la malnutrition, PA International – Décembre 2011**

Ce supplément contient divers articles et interviews sur la façon dont l'Union européenne peut contribuer à la lutte contre la malnutrition. Il présente de nombreux points de vue sur toutes les dimensions de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Il examine la façon d'endiguer la malnutrition à travers le monde. Le magazine fait également un compte rendu d'une conférence de haut niveau à Bruxelles, organisée par PA International récemment, qui a traité de la lutte contre la malnutrition comme nécessité économique et politique. Le magazine se termine par une lettre ouverte appelant à une politique de l'Union européenne sur la nutrition. <http://www.pa-international.org/documents/TimeforAction-aParliamentMagazineSpecialSupplementonCombatingMalnutrition.pdf>

- **Nutridev.org :**

<http://www.nutridev.org/>

Ce site est consacré aux questions de nutrition dans les pays en développement. Il présente les activités menées conjointement par le Gret et l'IRD depuis 17 ans à travers le programme multi-pays de lutte contre la malnutrition, **Nutridev**. Outre une présentation des projets en cours, il donne accès à un ensemble de ressources sur cette problématique, accessibles en ligne (site web des principales organisations actives en nutrition, documents de référence, etc.

## Activités du réseau

---

- **Un guide explicatif du ROSA :** Vous utilisez sans doute actuellement le ROSA au travers de la newsletter ou de la bibliothèque. Mais le ROSA peut vous être davantage utile dans votre travail au quotidien sur la sécurité alimentaire. A quoi sert ce type de réseau ? En quoi le ROSA peut être un support pour mon travail ? Afin de mieux connaître les possibilités qu'offre le ROSA, nous vous invitons à regarder cette vidéo. En 6 minutes, elle vous montre au travers d'exemples très concrets comment le ROSA peut être utilisé pour faciliter la réalisation de différentes activités que vous êtes amenés à faire dans votre travail sur la sécurité alimentaire. >>>

---

### Contacts:

[EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu)  
[animation@reseau-rosa.eu](mailto:animation@reseau-rosa.eu)

### Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.